

**International Labor Network of Solidarity and Struggle**  
**Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés**  
**Rede Sindical Internacional de Solidariedade e de Lutas**  
**Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas**  
**Rete Sindacale Internazionale di Solidarietà e di Lotta**  
**الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال**  
**Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes**



www.laboursolidarity.org

## **Liban : Le Réseau syndical international de solidarité et de luttés soutient cet appel** **Le CADTM soutient la lutte du peuple libanais pour se libérer de** **l'injustice sociale et du fardeau des dettes illégitimes**

Alors que les autorités libanaises suspendent le paiement de la dette externe à partir du 9 mars 2020, le CADTM réaffirme son soutien au peuple du Liban en lutte depuis octobre 2019. Les manifestations et rassemblements populaires continuent toujours dans les quartiers et localités libanaises depuis le déclenchement du soulèvement le 17 octobre 2019 après l'annonce par le gouvernement de nouvelles taxes sur les appels WhatsApp, les cigarettes ou l'essence. Il s'agit du mouvement de contestation le plus important depuis la campagne citoyenne « vous puez » en 2015 contre la mauvaise gestion des ordures et les pénuries d'électricité qui ont mis en lumière la défaillance des services publics et le dysfonctionnement d'un système politique caractérisé par la corruption et le clientélisme. Sous le mot d'ordre « tous, c'est-à-dire tous », réclamant le départ de toute la classe dirigeante, ce mouvement s'insère dans le contexte de la deuxième vague du processus révolutionnaire dans la région arabe entamée par la révolte au Soudan le 19 décembre 2018, puis en Algérie le 16 février 2019 et qui a touché plusieurs autres pays comme l'Irak, l'Iran, ou la Jordanie. Il s'inscrit plus globalement dans le contexte de mobilisations populaires à l'échelle mondiale contre les répercussions de la crise du capitalisme à partir de 2008 dans les centres impérialistes accentuant les effets destructeurs sur le Sud global.

Les contestataires, de jeunes femmes et jeunes hommes, en majorité, de diverses communautés et de tous les milieux, occupent les places, organisent des conférences, des *sit-in*, des marches pacifiques, et des chaînes humaines qui symbolisent l'unité dans l'action indépendamment de leurs origines sociales, géographiques ou religieuses. Ils refusent le confessionnalisme utilisé par les dirigeants religieux népotistes au pouvoir pour attiser les clivages identitaires et sectaires afin de diviser la population. Les lois libanaises, d'inspiration religieuse, sont particulièrement discriminatoires envers les femmes, d'où la forte présence de ces dernières dans la révolte, leur détermination, et leur initiative militante active. En ce début de mars 2020, les manifestant-e-s défient aussi bien les risques de contamination par le coronavirus que les intimidations exercées par les forces de répression. Ils réclament le départ de la caste des voleurs qui a pillé les deniers publics et plongé le pays dans une crise économique et sociale profonde. Entre 2005 et 2014, les 1 % les plus aisés ont capté 23 % des revenus et 40 % du total des richesses patrimoniales personnelles au Liban, tandis que les 50 % les plus « pauvres » se partageaient la moitié des revenus du top 1 % [1]. Les libanais-es vivent une situation de pénurie et de dégradation des services publics (éducation, santé, eau potable, électricité, assainissement, transports. ...) et la hausse des prix. Environ un tiers de la population vit avec moins de 4\$ par jour. Le chômage est estimé à 25 %, et atteint 37 % si l'on considère la population en dessous de 25 ans [2].

Les banques sont plus particulièrement la cible de la colère des manifestant-e-s. Les politiques économiques ultra-libérales appliquées depuis l'indépendance ont renforcé le secteur financier qui est devenu la principale locomotive d'une économie de rente. Les secteurs productifs comme l'agriculture et l'industrie ont été négligés. Le pays importe près de 80 % de ses besoins de consommation. Le déficit commercial et de la [balance des paiements](#) ont fortement augmenté. La [dette](#) publique est insoutenable et représente, selon Standard and Poor's (S&P), 170 % du [PIB](#) (chiffre de début 2019) [3]. Presque 40 % de cette dette est libellée en dollar.

L'économie est soutenue par les fonds envoyés en devise par l'importante diaspora libanaise estimée à plus de 12 millions de personnes [4] réparties sur les cinq continents. Les fonds transférés ont atteint 8 milliards de dollars en 2018 et permettent de s'approvisionner notamment en dollars. L'aide publique au développement était, pour la même année, de 1,42 milliards de dollars.

Ces flux de dollars en provenance de l'étranger sont utilisés par les [banques commerciales](#) libanaises pour spéculer sur les [titres de la dette](#) souveraine libellés en livres libanaises (LBP) en bénéficiant des [taux d'intérêt](#) bien au-dessus des taux des marchés internationaux octroyés par la Banque du Liban (BDL). Cette dernière et les banques commerciales détiennent une grande partie de la dette publique libanaise. Les taux d'intérêts élevés sur les titres souverains et les dépôts bancaires limitent fortement les investissements des capitaux dans l'économie productive. La majorité de la population souffre alors de la pauvreté et du chômage. Cet édifice fictif d'ingénierie financière commence à s'écrouler avec le ralentissement des afflux des devises ces dernières années, dans le contexte de crise du capitalisme mondial et de guerre dans la région, notamment en Syrie. La fuite des capitaux organisée par le 1 % le plus riche qui domine le secteur financier prend de l'ampleur et accentue le manque de [liquidités](#). Les banques, responsables de la crise, veulent la faire supporter aux petits épargnants qui n'arrivent pas à retirer leurs salaires ou leurs retraites. Les manifestant·e·s s'en sont pris·es aux distributeurs et aux vitrines de plusieurs banques en les accusant de voler leur argent et qu'elles aident les politiciens corrompus et les hauts fonctionnaires à transférer des sommes colossales à l'étranger. Les Libanais·es subissent lourdement les conséquences de la forte [dépréciation](#) de leur monnaie. Leur pouvoir d'achat a drastiquement diminué et la situation sociale s'est détériorée à cause des licenciements massifs, des réductions de salaires, de l'accès difficile aux crédits et aux dépôts bancaires en dollars.

Le président a annoncé que le Liban n'honorera pas le paiement des Eurobonds arrivant à maturité le 9 mars 2020. Il s'agit d'une échéance de 1,2 milliard de dollars de titres détenus par la Banque du Liban, les banques du pays et un groupe d'investisseurs étrangers. Deux autres sont prévues en avril et juin, pour un total de 1,3 milliard de dollars. C'est la première fois dans l'histoire du pays comme État indépendant que les autorités déclarent une suspension de la dette externe.

Une mission d'urgence du [Fonds monétaire international](#) (FMI) a été dépêchée en février pour un éventuel plan de restructuration de la dette. Déjà fin juin - début juillet 2019, une mission du FMI s'était rendue au Liban et avait publié son rapport qui contient des mesures draconiennes d'austérité qui ont provoqué un profond mécontentement dans la population libanaise [5]. L'application de ces mesures injustes conditionnait le déblocage par les bailleurs de fonds de 11 milliards de dollars sous forme de prêts pour le financement du programme d'investissement dans les infrastructures (*Capital Investment Program*) adopté à la conférence CEDRE en avril 2018.

Différents groupes militants revendiquent la suspension du remboursement des intérêts et du principal et l'adoption d'un programme de réformes qui garantisse la sécurité sociale, alimentaire et de santé des habitants. Ils considèrent que la suspension de paiement ne doit pas se faire sur le dos de la population. Pour cela, il faut instituer un impôt exceptionnel et progressif sur les grandes fortunes déposées en banque et épargner les petits épargnants. Ces groupes actifs réclament aussi la chute de la dictature des banques et leur nationalisation, la chute de l'oligarchie gouvernante, la condamnation des responsables corrompus et la construction d'une économie basée sur la justice sociale.

Le réseau CADTM international soutient ces revendications qui émanent du mouvement de contestation populaire dans le pays. La suspension du paiement de la dette doit être un acte souverain unilatéral du Liban. On ne pourra la réaliser que s'il y a une radicalisation du mouvement actuel et une mobilisation profonde de toutes les couches populaires libanaises. Cette suspension devra s'accompagner d'un audit intégral de la dette et de la répudiation sans condition de la partie identifiée comme illégitime, illégale, odieuse et insoutenable. L'annulation de la dette publique devrait intégrer la protection des petits épargnants qui ont placé leurs économies dans des titres publics.

Le slogan de socialisation du secteur bancaire avec expropriation sans indemnité des grands actionnaires privés, qui touche le cœur du système capitaliste, doit être un objectif politique à atteindre par le mouvement de contestation. Ce dernier devrait concrétiser sa perspective d'instauration d'un gouvernement de souveraineté populaire qui rompra avec la dépendance vis-à-vis des [marchés financiers](#). Ce gouvernement instaurera un contrôle des capitaux, reprendra le contrôle de la [banque centrale](#) et mettra en place une nouvelle régulation bancaire publique.

Le réseau CADTM international :

- exprime son entière solidarité avec le peuple libanais en lutte pour conquérir la justice sociale et exercer la souveraineté populaire ;
- dénonce la répression des manifestant-e-s ;
- soutient les revendications du mouvement de contestation pour :
  - la suspension de paiement de la dette,
  - la socialisation et l'expropriation des banques,
  - la chute de l'oligarchie capitaliste en place,
  - la condamnation des hauts fonctionnaires et des dirigeants politiques corrompus et corrupteurs.
- recommande :
  - un audit citoyen de la dette,
  - l'annulation des dettes illégitimes,
  - un contrôle sélectif sur les mouvements de capitaux en permettant les paiements internationaux en-dessous d'un montant raisonnable, par exemple l'équivalent de 2000 dollars par mois pour des particuliers. De même il faut permettre aux particuliers de retirer de leur compte bancaire, une somme mensuelle raisonnable.
  - l'expropriation des biens volés par les gouvernants et leur rétrocession aux populations via un fonds pour la justice sociale contrôlé par les citoyennes et les citoyens.

Le réseau CADTM international espère que la révolte de la population du Liban atteindra son objectif politique d'instauration d'un gouvernement populaire qui :

- entamera un programme de développement souverain, solidaire et autocentré,
- mettra fin aux politiques néo-libérales et de privatisation des services publics.

Vive la lutte du peuple du Liban.

## Notes

[1] <https://wid.world/document/assouad-appendix-widworldwp201714/>

[2] <https://lvsl.fr/linsurrection-au-liban-revolution-unite-et-crise-economique/>

[3] <https://www.france24.com/fr/20200307-frapp%C3%A9e-par-une-crise-%C3%A9conomique-le-liban-annonce-ne-pas-pouvoir-honorer-sa-dette>

[4] <https://www.ministryinfo.gov.lb/fr/810>

[5] <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2019/07/02/mcs070219-lebanon-staff-concluding-statement-of-the-2019-article-iv-mission>

---

## Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte

### Organisations syndicales nationales interprofessionnelles

- Central Sindical e Popular Conlutas (**CSP-Conlutas**) - Brésil.
- Confederación General del Trabajo (**CGT**) - Etat espagnol.
- Union syndicale Solidaires (**Solidaires**) - France.
- Confédération Générale du Travail du Burkina (**CGT-B**) - Burkina.
- Confederation of Indonesia People's Movement (**KPRI**) - Indonésie.
- Confederación Intersindical (**Intersindical**) - Etat espagnol.
- Confédération Générale Autonome des Travailleurs en Algérie (**CGATA**) - Algérie.
- Batay Ouvriye - Haïti.
- Unione Sindacale Italiana (**USI**) - Italie.
- Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière (**CNT SO**) - France.
- Sindicato de Comisiones de Base (**CO.BAS**) - Etat espagnol.
- Organisation Générale Indépendante des Travailleurs et Travailleuses d'Haïti (**OGTHI**) - Haïti.
- Sindicato Intercategoriale Cobas (**SI COBAS**) - Italie.
- Confédération Nationale du Travail (**CNT-f**) - France.
- Intersindical Alternativa de Catalunya (**IAC**) - Catalogne.
- Union Générale des Travailleurs Sahraouis (**UGTSARIO**) - Sahara occidental.
- Ezker Sindikalaren Konbergentzia (**ESK**) - Pays basque.
- Confédération Nationale de Travailleurs du Sénégal Forces du Changement (**CNTS/FC**) – Sénégal
- Sindicato Autorganizzato Lavorator COBAS (**SIAL-COBAS**) - Italie.
- General Federation of Independent Unions (**GFIU**) - Palestine.

- Confederación de la Clase Trabajadora (**CCT**) - Paraguay.
- Red Solidaria de Trabajadores - Pérou
- Union Syndicale Progressiste des Travailleurs du Niger (**USPT**) - Niger.
- Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal (**UNSAS**) - Sénégal.
- Unión Nacional para la Defensa de la Clase Trabajadora (**UNT**) - El Salvador.
- Solidaridad Obrera (**SO**) - Etat espagnol.
- Confederazione Unitaria di Base (**CUB**) - Italie.
- Independent Workers Union of Great Britain (**IWGB**) - Grande-Bretagne.
- Ogólnopolski Związek Zawodowy Inicjatywa Pracownicza (**OZZ IP**) - Pologne.
- Centrale Démocratique des Travailleurs de Martinique (**CDMT**) – Martinique.
- Associazione Diritti Lavoratori Cobas (**ADL COBAS**) – Italie
- Bangladesh Anarcho-Syndicalist Federation (**BASF**) - Bangladesh
- Pakistan Labour Federation (**PLF**) - Pakistan

## **Organisations syndicales nationales professionnelles**

- National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (**RMT/TUC**) - Grande-Bretagne.
- Centrale Nationale des Employés – Confédération Syndicale Chrétienne (**CNE/CSC**) - Belgique.
- Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (**SINALTRAINAL/CUT**) - Colombie.
- Trade Union in Ethnodata - Trade Union of Employees in the Outsourcing Companies in the financial sector - Grèce.
- Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (**SYNTRASEH**) - Bénin
- Sindicato dos Trabalhadores da Fiocruz (**ASFOC-SN**) - Brésil.
- Organizzazione Sindacati Autonomi e di Base Ferrovie (**ORSA Ferrovie**) - Italie.
- Union Nationale des Normaliens d'Haïti (**UNNOH**) - Haïti.
- Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (**CUB SUR**) - Italie.
- Coordinamento Autorganizzato Trasporti (**CAT**) - Italie.
- Syndicat des travailleurs du rail – Centrale Démocratique des Travailleurs du Mali (**SYTRAIL/CDTM**) – Mali.
- Gıda Sanayii İşçileri Sendikası - Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (**GIDA-IŞ/DISK**) – Turquie.
- Syndicat National des Travailleurs du Petit Train Bleu/SA (**SNTPTB**) - Sénégal.
- Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (**ANFACSS**) – Panama.
- Palestinian Postal Service Workers Union (**PPSWU**) - Palestine.
- Union Syndicale Etudiante (**USE**) - Belgique.
- Sindicato dos Trabalhadores de Call Center (**STCC**) - Portugal.
- Sindicato Unitario de Trabajadores Petroleros (**Sinutapetrolgas**) - Venezuela.
- Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Publicos - Mexique.
- Canadian Union of Postal Workers / Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (**CUPW-STTP**) – Canada.
- Syndicat Autonome des Postiers (**SAP**) - Suisse.
- Federación nacional de trabajadores de la educación (**SUTE-Chili**) - Chili.
- Plateforme Nationale des organisations professionnelles du secteur public - Côte d'Ivoire.
- Fédération nationale des ouvriers et collectivités locales - Union Marocaine du Travail (**UMT-Collectivités locales**) - Maroc.
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Cheminots (**CGSP/FGTB Cheminots**) - Belgique.
- Botswana Public Employees Union (**BOPEU**) - Botswana.
- Organisation Démocratique du Travail – Organisation Démocratique du Travail (**ODR/ODT**) – Maroc.
- Federacao Nacional dos Trabalhadores em Transportes Aéreos do Brasil (**FNTTA**) - Brésil.
- Federação Nacional dos Metroviários (**FENAMETRO**) - Brésil.
- Namibia Football Players Union (**NAFPU**) – Namibie.
- Palestinian Electricians' Trade Union (**PETU**) – Palestine.
- Missão Publica Organizada – Portugal.

## Organisations syndicales locales

- Trades Union Congress, Liverpool (**TUC Liverpool**) - Angleterre.
- Sindacato Territoriale Autorganizzato, Brescia (**ORMA Brescia**) - Italie.
- Fédération syndicale SUD Service public, canton de Vaud (**SUD Vaud**) - Suisse
- Sindicato Unitario de Catalunya (**SU Metro**) - Catalogne.
- Türkiye DERİ-İŞ Sendikası, Tuzla et Izmir (**DERİ-İŞ Tuzla et Izmir**) - Turquie.
- L'autre syndicat, canton de Vaud (**L'autre syndicat**) - Suisse
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Ville de Bruxelles (**CGSP/FGTB Bruxelles**) – Belgique.
- Arbeitskreis Internationalismus IG Metall, Berlin (**IG Metall Berlin**) - Allemagne
- Sindicato Unificado de Trabajadores de la Educación de Buenos Aires, Bahía Blanca (**SUTEBA/CTA de los trabajadores Bahía Blanca**) - Argentine
- Sindicato del Petróleo y Gas Privado del Chubut/CGT - Argentine.
- UCU University and College Union, University of Liverpool (**UCU Liverpool**) - Angleterre.
- Sindicato di base Pavia (**SDB Pavia**) - Italie.
- United Auto Workers local 551 Ford Chicago (**UAW Ford Chicago**) – Etats-unis.
- Sindicato Uno Prodinsa, Maipú – Chili.
- Asociación Gremial de Trabajadores del Subterráneo y Premetro, Buenos Aires (**SUBTE/CTAt**) – Argentine.
- (واحد) Syndicat des travailleurs du transport de Téhéran et sa banlieue (**Vahed**) – Iran.

## Organisations syndicales internationales

- Industrial Workers of the World - International Solidarity Commission (**IWW**).

## Courants, tendances ou réseaux syndicaux

- Transnationals Information Exchange Germany (**TIE Germany**) - Allemagne.
- Emancipation tendance intersyndicale (**Emancipation**) - France.
- Globalization Monitor (**GM**) - Hong Kong.
- Courant Syndicaliste Révolutionnaire (**CSR**) - France.
- Fronte di lotta No Austerity - Italie.
- Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (**SSTI**) - France.
- Basis Initiative Solidarität (**BASO**) - Allemagne.
- LabourNet Germany - Allemagne.
- Resistenza Operaia - operai Fiat-Irisbus - Italie.
- Workers Solidarity Action Network (**WSAN**) - Etats-Unis.
- United Voices of the World (**UVW**) - Grande-Bretagne.
- Unidos pra Lutar - Brésil.
- Corriente Político Social Sindical 1° de Mayo de Buenos Aires – Argentine.
- Coordinamento Nazionale Unitario Pensionati di oggi e di domani (**CONUP**) – Italie.
- National Association of Human Rights Defenders – Palestine.
- Red de Trabajadores – Argentine.